



## **Discours des vœux 2012 de François Lamy, Président de la Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay**

Seul le prononcé fait foi

Danone – Centre Daniel Carraso – Palaiseau, le jeudi 19 janvier 2012

Monsieur le Sous-Préfet,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs,

Merci, cher Jean-Paul d'avoir pris un peu de ton temps, ce qui veut dire beaucoup quand on connaît l'agenda d'un Président de Conseil Régional, pour être présent à cette cérémonie de vœux. Je te sais attentif à ce qui se passe ici, attentifs à ce que nous avançons dans nos projets, parce que c'est majeur pour l'ensemble de la Région, pour son attractivité, pour sa compétitivité. Mais je te sais également soucieux que le projet de pôle de Recherche et d'enseignement supérieur ne déséquilibre pas le territoire régional mais qu'au contraire il soit un plus pour l'ensemble des Franciliens.

Je veux excuser Jérôme Guedj, notre nouveau Président du Conseil général, qui poursuit son marathon des vœux de proximité dans une autre commune. Jérôme a ouvert un nouveau cycle de relations entre le Conseil Général et les intercommunalités dans un esprit de partenariat et pas de vassalité, avec la volonté que nous avançons ensemble, conscients de nos rôles et de nos compétences respectifs, mais dans un dialogue permanent.

Je veux remercier également les parlementaires présents avec une dédicace spéciale à Jean-Vincent Placé, notre nouveau Sénateur, qui a été confronté au choix terrible de déguster tranquillement une bouillabaisse sur le vieux Port de Marseille ou de revenir dare-dare ici pour cette cérémonie de vœux. Jean-Vincent, tu as fait le bon choix, pour le présent comme pour l'avenir.

Je veux tout particulièrement saluer la Maire des Ulis, Maud Olivier, que j'espère pouvoir accueillir dès l'année prochaine comme membre à part entière de la Communauté d'Agglomération et peut être dans d'autres responsabilités. La loi m'empêche d'en dire plus, compte-tenu de la proximité des élections législatives, mais sachez que Maud travaille en permanence avec la CAPS, connaît parfaitement nos dossiers communs. Alors bonne année 2012, chère Maud, que cette année permette de concrétiser tes projets personnels, chacun me comprendra.

Enfin, Bonne année 2012 à vous tous, acteurs du Plateau de Saclay et des Vallées. A tous individuellement, je vous souhaite dans ce climat de morosité de trouver des occasions de vous retrouver avec vos proches, vos amis, le plus souvent possible, pour fabriquer ces petits moments de bonheur qui font la vraie vie.

A nous tous, collectivement, je nous souhaite de faire avancer nos projets, nous élus dans nos villes, vous acteurs du territoire dans vos entreprises, vos laboratoires, vos salles de cours, vos associations. Nous avons la chance de vivre la majeure partie de notre temps sur un territoire riche, dans un environnement de qualité, avec des possibilités de construire un avenir utile pour la région et pour le pays. Dans ce contexte de crise et de difficultés lourdes pour la France et pour l'Europe, nous avons la chance de représenter un espoir que nous envient beaucoup d'élus ou d'acteurs économiques d'autres régions. Chacun sait, quel que soit le résultat des échéances de mai et de juin, qu'il va falloir reconstruire le tissu industriel de nos pays pour faire face à la redoutable compétition mondiale. L'un des premiers maillons de la chaîne se trouve ici, dans ce territoire de Recherche et d'innovation incomparable. Nous avons donc cette lourde responsabilité collective de ne pas faire de l'année 2012 une année inutile. Et pour ceux qui ici comme moi font un peu de politique, sachez que nous nous sommes déjà attelé à la tâche afin que les élections majeures de mai et de juin permettent à nos concitoyens de retrouver confiance dans l'avenir.

Merci au Centre Daniel Carraso de Danone de nous accueillir ici pour cette cérémonie de vœux. L'an passé nous étions à Polytechnique, en 2010 à Supélec, aujourd'hui nous poursuivons notre périple en franchissant une nouvelle fois le RD 128 pour venir dans le principal Centre de Recherche d'une grande entreprise française de l'agroalimentaire.

Danone et le plateau, c'est une histoire qui remonte à une quinzaine d'année. Danone, c'est le pionnier de la deuxième étape de la construction du Pôle de Recherche et d'Innovation. Dans les années 60 et 70, de nombreux acteurs scientifiques et universitaires se sont implantés sur le Plateau. Puis plus rien. En 1998, les premiers contacts se sont établis pour l'implantation du Centre Daniel Carasso. Nous avons eu à cette occasion, un petit condensé des difficultés que rencontrait à l'époque celui qui voulait venir sur le plateau. Le terrain appartenait initialement au Ministère de la Défense et au District, le plan d'occupation des sols n'était pas adapté et je ne parle pas des infrastructures hydrauliques ou de transport qui étaient inexistantes. Et puis, le parti-pris architectural, posait débat, pas pour moi, mais pour tous ceux qui ont une vision un peu réduite de ce que peut être une architecture industrielle innovante. Enfin, il y avait la proximité des élections municipales. J'étais dans l'opposition et pour ceux qui me connaissent bien, ce n'était pas une partie de plaisir pour la majorité de l'époque. Pourtant, je peux maintenant le raconter, j'avais été voir discrètement mon prédécesseur pour lui expliquer que, non seulement je n'en ferai pas un objet

de polémique électorale mais, mieux, que je soutiendrai le projet dans la campagne car nous étions, avec l'implantation de Danone, au-delà des clivages politiques pour notre territoire. Si je raconte cette anecdote aujourd'hui, c'est qu'elle peut avoir valeur de référence pour le présent. Mais de cela, je reparlerai tout à l'heure.

Bref, aujourd'hui, le pari de l'implantation de Danone est réussi. Son installation a permis une accélération du projet de Transport en Commun en Site Propre et a relancé la dynamique du côté de l'Etat comme des élus. Et si Agroparitech souhaite, entre autres raisons, s'implanter ici c'est parce qu'il y a Danone. Tout comme la présence de l'Institut d'Optique a été déterminante dans le choix d'Horiba de venir ici dans un bâtiment qui pousse à vue d'œil à quelques mètres d'ici. L'Institut d'Optique ayant fait le même choix de se rapprocher physiquement de Thales et de Polytechnique pour mener des projets en communs. Je pourrai multiplier les exemples pour ceux qui douteraient encore de l'effet démultiplicateur d'un regroupement de grandes écoles, d'une grande université, de centres de Recherche privés ou publics ou de grandes entreprises sur le Plateau de Saclay.

Aujourd'hui donc, je me félicite d'être ici et de souligner la qualité des relations que nous entretenons avec le Directeur du Centre M.Tonneau. Nous nous sommes vus récemment pour parler de l'essentiel, c'est-à-dire, des équipements publics, des services, des aménagements nécessaires non seulement pour les salariés de Danone mais également pour tous ceux qui travaillent actuellement sur le quartier Ouest de Polytechnique, et bien entendu pour ceux qui vont y venir.

Pour l'instant, ce quartier ouest de Polytechnique, tout comme d'ailleurs l'ensemble du Plateau, c'est une juxtaposition de centres, d'entreprises ou de grandes écoles, en gros une vaste zone industrielle de luxe. Le soir, le week-end, c'est un désert sans vie. C'est un enjeu considérable pour nous tous et tout particulièrement pour les élus. Alors, que toutes nos villes bénéficient d'un cadre de vie agréable pour tous et d'un lien social fort entre les habitants, la lisière sud du Plateau, la partie potentiellement aménageable, semble détachée de nos communes. Je dis bien de nos communes car cela se passe chez nous. Ce qui nous impose à nous, élus, pas seulement un droit de regard sur ce qui va se passer mais un droit d'agir, une obligation. Parce qu'issus du suffrage universel nous avons des comptes à rendre et une responsabilité vis-à-vis des générations futures. C'est pour cela que je suis aussi intransigent sur notre volonté de co-piloter le projet d'aménagement avec l'Etat et l'Etablissement Public Paris Saclay. Les outils communs dont nous allons nous doter et dont je reparlerai dans quelques instants doivent, je l'espère, nous le permettre.

L'aménagement du Plateau de Saclay, ce n'est pas qu'une histoire de paysage ou d'hydraulique. Ce n'est pas non plus qu'une histoire de vie étudiante, population qui par nature ne restera pas. Il faut aller plus loin. Pour créer de la vie, il faut de la population permanente et des équipements publics ou privés accessibles à tous : des écoles, des commerces, des gymnases ou des parcs, et je n'oublie pas les investissements nécessaires à l'identité culturelle que nous construisons. L'enjeu, et je sais que je risque de me heurter à quelques désaccords en disant cela, ce n'est pas de créer un ou plusieurs campus, c'est de créer des quartiers ouverts de nos villes à

vocation universitaire, scientifique ou technologiques. Je sais que cette idée progresse et je m'en félicite.

Pour cela, nous devons maintenant travailler sur un schéma d'aménagement évolutif avec l'Etablissement public Paris Saclay. Nous allons maintenant pouvoir nous y mettre. Ceux qui suivent l'actualité du Plateau savent que le Conseil d'Administration de l'Etablissement Public a adopté la semaine dernière un protocole sur la gouvernance de l'aménagement. Le Conseil Communautaire l'a adopté hier à une très large majorité. Ce protocole, que j'avais demandé, instaure un comité de pilotage stratégique co-présidé par M. Veltz et moi-même et trois comités opérationnels, à l'Est, à l'Ouest et au Sud. La règle de décision sera le consensus. La composition, c'est la parité entre élus d'un côté, EPPS et Fondation scientifique de l'autre.

Lorsqu'il sera signé dans les prochains jours, ce protocole permettra, je l'espère, de dépasser une gouvernance imparfaite qui empêchait d'avancer, et de créer des outils d'action. Cela permettra également de faire évoluer les esprits et de dépasser les méfiances ou les incompréhensions. Bref de créer un partenariat efficace.

Je remercie Jean-Louis SUBILEAU, Architecte Urbaniste missionné à ma demande auprès de Maurice Leroy, d'avoir beaucoup œuvré pour que nous aboutissions à cet accord.

J'avais dit l'an passé lors de cette cérémonie « les élus ont besoin de l'Etat, l'Etat a besoin des élus. La balle est maintenant dans son camp ». La balle a beaucoup circulé mais l'Etat a avancé. Bon, il a fallu user d'un peu, de beaucoup de fermeté mais le résultat est là. Les élus communautaires avaient demandé qu'on arrête le mécano intercommunal que certains avaient inventé pour changer ici la couleur du Président. Nous avons obtenu gain de cause et seule la commune des Ulis devrait rejoindre la CAPS au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Certes, nous avons perdu quatre ans sur ce dossier mais aujourd'hui le processus est je crois irréversible.

Nous avons également demandé l'arrêt du projet de métro lourd au profit d'un métro plus léger maillant davantage le territoire. C'est aujourd'hui la solution retenue.

Les élus souhaitent, comme je l'ai dit tout à l'heure être co-pilote de l'avenir du territoire et de son aménagement. Nous avons vu l'étude Desvignes évoluer à notre demande dans le bon sens et même s'il reste beaucoup, beaucoup de travail, nous marchons dans la même direction.

Quant à la gouvernance, je l'ai dit, nous la réglons avec ce protocole.

Alors pourquoi bouder notre plaisir ?

Certes, j'ai lu et entendu quelques commentaires. Pour certains qui regrettent de ne pas être acteurs de notre aventure, ce protocole est banal. Tellement banal qu'ils se sont empressés d'en demander un, identique sur leur propre territoire. Pour d'autres, c'est le signe d'une collusion entre la droite et la gauche qu'ils dénonçaient depuis longtemps. Entre ces deux extrêmes, je pense qu'on a du atteindre l'équilibre, ce qui était l'objectif recherché.

Reste la question du moment qui semble faire polémique. Devait-on signer un tel protocole répondant à la volonté des élus à 100 jours d'une élection ? L'année dernière, c'était les

cantonales, l'année d'avant les régionales, en 2009 les Européennes et en 2008 déjà la présidentielle et la législative. Autant dire qu'il n'y a jamais de période propice.

Mais, me disent d'autres voix, il aurait fallu attendre le changement pour obtenir encore plus. A ceux-là je réponds que j'ose espérer que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, et chacun connaît mes préférences et mes engagements, aura en priorité législative d'autres chats à fouetter face à la crise économique et sociale que de réformer la gouvernance du Plateau de Saclay. Sans compter qu'arrivé à ce stade de ma vie politique, j'ai acquis un peu d'expérience et beaucoup de pragmatisme, et que je me dis qu'il peut arriver que, même en cas d'alternance, certaines influences ou certains corps d'Etat peuvent agir pour que les choses ne bougent pas comme on l'aurait souhaité avant.

A moins que l'on espère, qu'en retardant le processus, on arrive finalement à l'empêcher. Et ça, ce n'est pas possible.

Je le disais tout à l'heure à propos de Danone, on peut avoir des désaccords sur les formes d'aménagement, sur les établissements qui doivent avoir leur place sur le plateau, sur le nombre de logements à construire ou sur les infrastructures nécessaires. Mais il n'y a plus de place pour un débat sur la nécessité de réussir le développement du potentiel de Recherche et d'Enseignement Supérieur du Plateau de Saclay.

Nous aurons encore beaucoup de débats utiles à l'action. Il nous reste à nous entendre sur le tracé du métro, sur le nombre de gares et sur les zones où il devra être en aérien ou enterré. Il faudra poursuivre nos discussions sur le volume de logements pour tous à construire non seulement sur le territoire mais également chez ceux qui trouvent toujours utiles de commenter ce que nous devrions faire ici sans jamais rien réaliser chez eux. Vous me savez très volontariste sur le sujet tant les besoins sont majeurs. Et puis, il faudra finaliser après l'enquête publique la carte des 2300 hectares de terres agricoles qui n'est pas encore satisfaisante.

Donc vous le voyez, l'année 2012 sera une année utile pour le Plateau de Saclay. Mon attitude sera toujours la même. Constructif tout le temps, ferme quand cela est nécessaire pour arriver à l'intérêt général que nous, élus, nous représentons.

Arrivé à ce stade de mon propos, mes collègues m'en voudraient de ne parler que de l'aménagement du Plateau et ils auraient raison. Si ce sujet requiert bien normalement notre attention, je ne veux pas oublier la vocation première de la CAPS et en parler un peu avant que nous partagions le verre de l'amitié.

Pour ceux qui l'ignorerait, la CAPS n'est pas une collectivité territoriale mais un établissement public de coopération intercommunale. Elle est au service des 10 communes qui la compose. Et à ce titre en 2012 comme en 2011, elle aura beaucoup de travail.

Nous mutualisons des équipements publics comme les conservatoires ou les bibliothèques, mais également des espaces, comme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, avec les voiries dans les six communes qui l'ont souhaité. Cette année, je l'espère, nous parviendrons à persuader toutes les villes à le faire. Le retour d'expérience, très positif, devrait nous y aider et je l'espère, Madame la Maire

d'Igny, de transférer également l'assainissement tant il est inconcevable que les routes soient intercommunales et pas ce qui est en-dessous.

En 2012, c'est bien entendu la poursuite du travail engagé pour que la CAPS devienne autorité organisatrice de proximité en matière de transports collectifs, que nous puissions créer un syndicat mixte avec les autres intercommunalités voisines pour pouvoir continuer à renforcer et à adapter notre offre de transports collectifs. Beaucoup a été fait avec le STIF en 2011, j'en remercie ici son Président Jean-Paul Huchon, avec deux lignes supplémentaires dont l'une en fond de vallée pour un montant d'un million six cent mille euros annuels ou avec l'arrivée des bus articulés pour le site propre pour un investissement de plus de 3 millions 500 000 euros. Tout cela s'ajoutant bien sûr aux 2 millions d'euros que met annuellement la CAPS.

Je dois dire un mot également parce que je sais que c'est majeur pour vous tous, de l'arrivée cette année du Très Haut Débit pour tous qui va nous permettre de desservir en 12 mois toutes nos zones industrielles, 85% des foyers en 30 mois et la totalité de la population dans les cinq ans. C'est un dossier sur lequel la CAPS a beaucoup investi financièrement avec ses partenaires.

Je ne vous ferai pas la longue liste des investissements prévus pour les prochaines années dans le cadre de notre plan pluriannuel d'investissement. Je n'en retiens qu'un : le nouveau centre aquatique intercommunal dont les travaux doivent commencer prochainement, équipement attendu par nos scolaires ou nos associations sportives et bien entendu par les futurs habitants du Plateau. Je ne ferai pas cette liste d'investissements et pourtant j'en aurai envie, tant j'estime nécessaire de contrecarrer le discours ambiant sur les dépenses inconsidérées des collectivités ou de leur groupements.

La CAPS, comme toutes les collectivités, ne finance pas son fonctionnement par l'emprunt. Elle autofinance une partie de son investissement. En cela elle soutient l'activité économique et l'emploi. Et par son activité, elle permet aux communes de réaliser des économies pour pouvoir continuer à fonctionner malgré la baisse récurrente des subventions d'Etat.

C'est au prix d'une gestion rigoureuse que nous y parvenons. Et cette gestion, je m'en félicite, a permis en 2011 le vote à l'unanimité du budget. Comme quoi, le volontarisme et l'efficacité ne sont pas inconciliables avec le consensus. Je rêve donc qu'il en soit de même en 2012.

Vous le voyez, malgré la récession et la morosité, c'est bien l'énergie et l'espoir qui m'anime à l'aube de cette nouvelle année. Je ne peux prédire l'avenir. Je ne sais pas qui nous accueillera l'an prochain pour cette cérémonie de vœux. Mais je sais déjà que je pourrai en janvier 2013 évoquer avec les profonds changements intervenus en 2012 sur notre territoire.